



Les sciences sociales en question : grandes controverses épistémologiques et méthodologiques

Compte rendu de la 28^e séance

Introduction à la jihadologie : sources et méthodes

25 janvier 2016

Samy Cohen introduit la séance. Il présente l'intervenant, Romain Caillet, chercheur et consultant, spécialiste de la mouvance jihadiste globale (Organisation de l'État islamique et al-Qaïda), auteur notamment de « Trajectoires de salafis français en Égypte », dans Bernard Rougier (dir.), *Qu'est-ce que le salafisme ?*, Paris, PUF, 2008, et co-auteur avec François Burgat du chapitre « Une guérilla islamiste ? Typologie idéologique de la révolte armée », dans François Burgat et Bruno Paoli (dir.), *Pas de printemps pour la Syrie. Acteurs et enjeux de la crise 2011-2013*, Paris, La Découverte, 2013¹. Le discutant est Laurent Bonnefoy, CERI, Sciences Po/CNRS, spécialiste de l'islamisme et auteur notamment de *Salafism in Yemen. Transnationalism and Religious Identity*, Londres, Hurst, 2011. La séance est présidée par Laurence Louër, professeure associée au CERI, Sciences Po/CNRS, auteure notamment de *Transnational Shia Politics. Religious and Political Networks in the Gulf*, Londres, Hurst, 2008.

1° Laurence Louër donne la parole à Romain Caillet, en rappelant que l'enjeu essentiel du séminaire est de mettre en lumière la méthodologie de recherche et les problèmes rencontrés. Celui-ci dit vouloir articuler son intervention en trois parties. Il entend d'abord rappeler les raisons du rejet des études jihadistes au sein du champ universitaire français ; puis exposer sa façon de travailler *via* ses contacts et son observation des réseaux sociaux, ainsi que les expériences d'autres spécialistes

¹ Voir aussi « Introduction à la jihadologie » qui reprend la plupart des points développés lors du séminaire (http://www.terrorisme.net/p/article_260.shtml).

dans leurs entretiens avec des jihadistes ; enfin terminer par les enjeux de la jihadologie, depuis la crainte de certains chercheurs de devenir des auxiliaires des services de police jusqu'au risque réel de devenir un relais de propagande des jihadistes.

Romain Caillet commence par rappeler la polémique qui a émergé au lendemain des attentats du 13 novembre 2015, selon laquelle il y aurait eu une faille dans le système de renseignement français. Il explique que s'il n'est pas compétent pour juger de cette question, en revanche, il lui semble bien qu'il y a une faille dans la recherche sur le jihadisme en France. Il cite Bernard Rougier, qui a travaillé sur le jihadisme au Liban, comme l'un des rares universitaires français à faire exception à la règle. D'après lui, les chercheurs qui se consacrent à ce thème en France travaillent tous en dehors du milieu universitaire. Premier motif du rejet des « études jihadistes » ou de la « jihadologie », le refus de considérer le jihadisme comme une idéologie et d'accorder aux jihadistes le statut d'acteurs politiques. Ces individus étant prétendument dépourvus de toute rationalité, il serait vain d'étudier leurs discours ou de chercher à en dégager une logique qui n'existerait pas. Cette vision du jihadisme est assez courante dans les milieux néoconservateurs, mais reste assez minoritaire dans celui de la recherche française.

Plus courante, une autre posture est de nier non pas la rationalité, mais la dimension politique ou religieuse de l'engagement des jihadistes. Ce déni peut s'expliquer par une certaine paresse intellectuelle, qui consisterait à éviter de se documenter sur une idéologie méconnue, ou par un mépris, qui présenterait les jihadistes comme des ratés, des *losers*, dont la condition expliquerait les actes. La principale raison de ce rejet demeure cependant idéologique : la crainte de donner des arguments à l'extrême droite en plaçant sous les projecteurs un phénomène anxiogène, légitimant des sentiments xénophobes au sein de la population française.

Autre raison d'éviter ce thème de recherche, la crainte de nombreux chercheurs de susciter la réprobation des « intellectuels du monde arabe », dont une bonne partie voit dans le jihadisme non pas un courant politique minoritaire, mais un « complot occidental » financé par les pays du Golfe et dirigé par les services de renseignements israéliens (*sic* !). Sous une forme plus atténuée, ce complotisme

touche aussi parfois des universitaires reconnus, qui dénigrent ces « jihadologues » incapables de comprendre que derrière ces « idiots utiles » de jihadistes se cachent un « État profond » et autres « marionnettistes » régionaux. L'erreur de ces universitaires est de rencontrer toujours les mêmes sources et les mêmes contacts, avec pour conséquence de leur faire voir le jihadisme à travers le prisme déformant de ses adversaires ou de ses rivaux. Pour ces raisons, les universitaires auraient, selon Romain Caillet, plutôt tendance à déconsidérer la jihadologie telle qu'il la pratique. Or, pour lui, une telle analyse est aujourd'hui indispensable.

Pour avoir une vision réelle de ce qu'est le jihadisme, Romain Caillet dit utiliser différentes sources et contacts. Tout d'abord, au niveau des sources, s'il lui paraît important de prendre en considération la littérature produite par les théoriciens des courants jihadistes, il met en garde contre la tentation de surestimer ces écrits et leur importance. Il lui semble néanmoins qu'il est nécessaire d'avoir une connaissance globale de cette littérature afin de pouvoir en discuter avec des militants jihadistes, notamment pour évaluer leur formation idéologique, voire leur crédibilité.

En termes de recherche d'informateurs, Romain Caillet fait un parallèle entre les milieux du grand banditisme et les jihadistes. Dans les deux cas, il est possible d'obtenir des informations soit par le biais des services de police et de renseignement, soit par le biais des acteurs eux-mêmes. Il rappelle que ces deux sources d'information sont difficilement conciliables. Gagner la confiance des jihadistes n'est pas évident, il est nécessaire pour cela qu'ils soient absolument convaincus que le chercheur ne transmettra pas les coordonnées de sa source ou les informations recueillies aux services de police ou de renseignement. Pour cette raison, Romain Caillet dit qu'il lui est difficile de travailler directement avec les administrations.

Contrairement à une idée reçue, il n'est pas nécessaire d'être musulman ou converti à l'islam pour parvenir à faire des entretiens réguliers avec des jihadistes, comme le démontre l'impressionnant réseau de contacts constitué par le journaliste David Thomson au sein du milieu des jihadistes français. Le terrain est également accessible, à condition de disposer de solides recommandations et d'un courage qui, pour le moment, nous fait encore défaut. Sur le territoire de l'État islamique, le *Aman*

(sauf-conduit) pour les journalistes est accordé par le *Diwan* du Calife, le seul non-musulman en ayant bénéficié à notre connaissance est l'essayiste allemand Jürgen Todenhöfer. Romain Caillet rapporte ainsi qu'il a été contacté, par Twitter puis par Skype, par un membre de l'organisation État islamique qui lui proposait de réaliser un reportage en Syrie. Après réflexion, il a refusé, parce que, s'il est possible de réaliser ce type de reportage, cela reste extrêmement difficile et dangereux, du fait des bombardements accrus sur la zone concernée (et non pas seulement parce que ce n'est pas rassurant de faire du terrain avec des jihadistes sur leur territoire).

Romain Caillet dit utiliser très majoritairement les réseaux sociaux pour réaliser ces enquêtes : Facebook, Twitter, Telegram principalement. Il note que les forums sont de moins en moins utilisés par les jihadistes. Depuis 2013, il est devenu de plus en plus facile d'entrer en contact avec ces derniers car ils cherchent, *via* les réseaux sociaux, à démontrer leur influence, à susciter des demandes en mariage (pour ceux d'entre eux qui cherchent à se marier)... Les journalistes parviennent aisément à réaliser des entretiens par ce biais. Romain Caillet note également que l'utilisation d'un pseudonyme est moins nécessaire du fait de ce besoin de communication des jihadistes. Il souligne toutefois qu'aujourd'hui il est devenu plus difficile d'obtenir des informations fiables *via* Facebook, car les jihadistes craignent de dévoiler les sites d'implantation de l'organisation État islamique, et donc de faciliter les frappes occidentales, en publiant des informations sur ce réseau social. Romain Caillet dit n'obtenir quasiment plus d'informations provenant directement de jihadistes en Syrie *via* Facebook, seulement de la part de sympathisants basés en France ou dans des pays arabes.

Les combattants revenant de Syrie constituent depuis peu de nouvelles sources d'informations potentielles. Selon Romain Caillet, ces personnes ne sont pas nécessairement dans le rejet du jihad, mais souvent elles expriment une certaine désillusion à l'égard de l'organisation État islamique, désillusion qu'il est nécessaire de restituer en précisant systématiquement le contexte de l'entretien. Il remarque que la Libye devient un nouveau terrain de recherche, car les bombardements y sont moins intenses qu'en Syrie et donc que les jihadistes de l'État islamique, basés notamment à Syrte, peuvent plus facilement communiquer.

Revenant sur les critiques adressées à la jihadologie, il explique que, pour beaucoup d'observateurs, la jihadologie pose problème dans la mesure où, en se concentrant uniquement sur les expressions de la culture jihadiste, les jihadologues finissent par dépolitiser les acteurs de ce courant idéologique. En d'autres termes, la jihadologie serait une nouvelle expression de la « domination occidentale » visant à rendre « exotique » toute forme d'opposition à son « hégémonie ». On pourrait d'ailleurs faire une remarque similaire pour d'autres disciplines, la soviétologie durant la guerre froide ou, en remontant plus loin, l'islamologie et l'orientalisme, dont la finalité était de perpétuer une domination coloniale sur les populations indigènes. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'âge d'or de l'islamologie française a eu pour cadre la période coloniale. Autre ambiguïté du jihadologue, le risque parfois de devenir un informateur de la police ou un relais de la propagande jihadiste.

Face à ces pièges, certaines précautions s'imposent. Concernant les recensions régulières des vidéos jihadistes qu'il a faites, il a privilégié les captures d'écran accompagnées d'une description froide, plutôt que de renvoyer vers des liens internet où ces vidéos seraient consultées sans aucun filtre. En outre, il s'est efforcé autant que possible de restituer ces discours dans leur contexte, y compris en soulignant les omissions, volontaires ou pas, de la communication jihadiste. Enfin, d'un point de vue éthique, Romain Caillet se présente comme un observateur. Il n'a pas à condamner les actes ou les thèses défendues par ses contacts ou à tenir un discours moralisateur. De même, il essaie de se garder de tout angélisme ou de toute naïveté, et de faire preuve du maximum d'honnêteté possible.

2° Laurence Louër donne ensuite la parole au discutant, Laurent Bonnefoy. Celui-ci commence par rappeler que l'intitulé de ce séminaire a suscité une levée de boucliers de la part de collègues considérant que la « jihadologie » n'est pas une discipline en soi. Il dit comprendre cette controverse, tout en considérant que le sujet de recherche de Romain Caillet est tout à fait légitime, et qu'il est intéressant et important de s'intéresser à la méthode de travail qui est la sienne. Aucune recherche ne peut se faire sans recueillir des données et, sur ce sujet de recherche, le terrain est très risqué. Toutefois, selon lui, si le recueil de données est une étape absolument nécessaire, le chercheur en sciences sociales se doit d'aller plus loin. Il est important de dépasser la simple logique de l'accumulation de données, ce qui

n'est pas toujours le cas des divers experts s'inscrivant dans le champ de la jihadologie. À ses yeux, le rejet des jihadologues par le milieu universitaire français peut être compréhensible, mais il rappelle que Romain Caillet a débuté son travail par une recherche doctorale sur ce sujet, qu'il qualifie de nouveau de parfaitement légitime. L'abandon par Romain Caillet de son travail de thèse lors de la phase de rédaction n'est, d'après Laurent Bonnefoy, qu'un des versants d'un rejet mutuel : car si l'objet de sa recherche n'est pas considéré comme tout à fait légitime par l'université française, Romain Caillet a, lui aussi, rejeté la recherche universitaire.

Laurent Bonnefoy considère qu'il y a plutôt un travail de collaboration à mener avec les jihadologues : les données que ceux-ci recueillent peuvent tout à fait soutenir les analyses menées dans le milieu universitaire sur des problématiques jugées plus légitimes. Il donne comme exemple de problématique légitime le phénomène de « sortie de rôle » qui apparaît lorsque des membres de l'organisation État islamique décident de la quitter. Selon lui, le rapport entre la norme « jihadiste » et la pratique constitue une question centrale qui vient parfois souligner les limites des recherches menées sur le jihadisme et la violence : pourquoi bâtir la norme à partir d'un discours de propagande ? Quels sont les éléments permettant de considérer que cette norme est toujours mise en application et donc que le recours à la violence est dominant ? Il remet également en cause le présupposé de la jihadologie qui place au centre de l'analyse les *leaders* et l'organisation. Pour lui, il est nécessaire de s'interroger par exemple sur ce qui se passe au niveau des intermédiaires, des acteurs qui n'ont qu'un pied dans l'organisation et n'ont qu'un rapport lointain à la violence. La question du passage à l'acte violent lui paraît ainsi constituer une problématique légitime.

Laurent Bonnefoy pense surtout que le jihadologue accepte trop souvent de se voir assigner un agenda de recherche par son objet d'étude ainsi que par les États qui prétendent lutter contre cette « menace ». Or, selon lui, le chercheur doit pouvoir être libre de rejeter l'agenda qui lui est imposé pour en constituer un qui lui sera propre. Il estime par exemple que « jihad » est une catégorie utilisée par les acteurs et qui peut être interprétée de multiples façons. C'est un objet légitime, qui permet de bâtir des questions légitimes – telles que celle de la violence extrême – mais il est, pour cela, nécessaire de passer par une étape de requalification de cet objet, qui permette

d'intégrer une problématique plus large et alors de dialoguer avec le milieu universitaire dans le cadre de problématiques disciplinaires. Le recueil de données réalisé par Romain Caillet est donc, pour Laurent Bonnefoy, une étape nécessaire qui doit, toutefois, conduire à aller plus loin.

Romain Caillet répond qu'aux États-Unis les spécialistes des jihadistes sont souvent cantonnés à l'armée et qu'ils ne sont pas recrutés par l'université américaine (il parle des États-Unis car en France les études jihadistes ou la jihadologie sont inexistantes). Selon lui, les sociologues considèrent les travaux des jihadologues comme trop descriptifs. Il sait bien que les termes de jihadologie ou de jihadologue font polémique. Pourtant, il considère que l'étude du jihadisme doit faire l'objet de recherches spécifiques, nécessitant une maîtrise de la langue arabe et des fondamentaux de l'idéologie jihadiste, et que l'étudier à travers le prisme de la violence extrême ne suffit pas.

3° Laurence Louër donne ensuite la parole à la salle en prenant une première série de questions. Un journaliste demande à Romain Caillet quel type de garanties il offre à (ou lui sont demandées par) ses sources et quel modèle économique permet de travailler sur ce sujet dans de bonnes conditions. Marc-Antoine Pérouse de Montclos (IRD), qui travaille sur Boko Haram au Mali, conteste le fait que l'université française ne recruterait pas de chercheurs sur ce sujet. Il insiste sur la nécessité de procéder à la triangulation des données recueillies sur de tels sujets et demande à Romain Caillet des précisions sur les terrains qu'il a conduits, en particulier s'il s'est rendu sur place. Pour Alain Dieckhoff, directeur du CERI, la jihadologie ne pourra jamais être considérée comme une discipline à part entière, mais il s'agit certainement d'une démarche intéressante. Il fait un parallèle entre les jihadologues et les spécialistes des religions qui travaillent sur l'angéologie. Dans les deux cas, c'est une démarche qui peut emprunter à différentes disciplines (sociologie, anthropologie, science politique). Le difficile accès au terrain pour les jihadologues explique à ses yeux l'importance accordée à la littérature (par le biais d'internet ou autre). Il souligne l'importance de la dimension idéologico-religieuse du phénomène, les groupes jihadistes compensant leur faiblesse numérique par un surinvestissement idéologique, tout en cherchant à établir une communauté transfrontalière.

Romain Caillet convient que la dimension idéologico-religieuse des jihadistes est à prendre au sérieux, d'où l'intérêt de maîtriser la langue arabe pour faire de la jihadologie, et qu'il est ensuite possible d'utiliser les sciences sociales pour analyser les données recueillies. Concernant ses terrains d'enquête, il répète qu'il n'est jamais allé sur le territoire de l'organisation État islamique, se contentant d'entretiens par skype ou par mail. Lorsque la proposition lui en a été faite par un de ses contacts, il l'a rejetée, la considérant comme trop dangereuse. À propos des garanties offertes à (ou demandées par) ses sources d'information, Romain Caillet explique que lorsque ses interlocuteurs se sentent menacés, ils mettent fin à toute communication. Pour ceux qui se trouvent en France, il ne demande jamais d'adresse ou d'informations personnelles, ce qui, aux yeux de ses interviewés, constitue une garantie suffisante pour que leur conversation ne permette pas d'intervention policière. Quant au modèle économique, il dit ne pas avoir très bien compris la question mais qu'il se définit comme un auto-entrepreneur. Laurent Bonnefoy précise que, certes, Romain Caillet réalise aujourd'hui ses enquêtes par le biais des réseaux sociaux, mais qu'il a aussi une grande connaissance du monde arabo-musulman, puisqu'il a vécu et mené des recherches pendant plusieurs années en Égypte, au Liban et en Jordanie.

4° Laurence Louër prend une nouvelle série de questions. Un chercheur du CERI se demande si on peut écrire sur des sujets aussi sensibles. Isabelle Sommier (Paris 1) convient que l'université française a quelques réticences à travailler sur le sujet de la violence extrême et qu'il y a eu, jusqu'à présent, très peu de recrutements sur ce sujet. Selon elle, quelques postes s'ouvrent maintenant sur cette question. Elle rappelle que s'il est important de prendre au sérieux l'idéologie sous-jacente dans ce type de recherche, les enquêtés n'ont pas toujours eux-mêmes une grande connaissance des idéologies soutenant leurs propres actions. Elle pose enfin la question des possibilités d'enquêtes offertes aux femmes sur ce type de sujet, compte tenu des interdits religieux ?

Romain Caillet répond qu'effectivement l'accès au terrain sur ces sujets est plus difficile pour les femmes. Il cite le cas de Géraldine Casutt qui consacre sa thèse de doctorat (en science des religions) aux femmes jihadistes, mais confirme que les jihadistes hommes refusent le plus souvent de réaliser des entretiens avec des chercheuses. À propos de l'idéologie, Romain Caillet convient qu'il force un peu le

trait lorsqu'il dit qu'il faut avoir une bonne connaissance de la littérature des jihadistes. Il répète qu'il est important de démontrer à son interlocuteur que l'on a une bonne connaissance de la littérature jihadiste lors de l'entretien, pour créer un climat de confiance, mais qu'il ne faut pas sur-idéologiser leurs propos. Il confirme qu'il est parfois difficile d'écrire sur un tel sujet. Il cite le cas des femmes esclaves, sujet auquel il n'a longtemps voulu accorder aucun crédit, avant de trouver suffisamment de preuves de la réalité du phénomène.

Certains expriment quelques doutes sur la possibilité de vérifier des faits dont Romain Caillet n'a jamais été témoin, n'ayant pas accédé au terrain lui-même ? Romain Caillet répond qu'il est essentiel de prendre des précautions dans l'utilisation des données recueillies. Mesurer la crédibilité d'une source demande beaucoup de temps selon lui, d'où un important travail de veille. Laurence Louër rappelle la question relative à la triangulation des informations : comment vérifier les informations données par les jihadistes ? Romain Caillet dit que c'est l'expérience accumulée sur le long terme qui lui permet de juger de la crédibilité de ses sources. Il constate la véracité des informations données par ses sources au fur et à mesure de leurs échanges. Il ajoute que la censure des comptes internet par le gouvernement français rend de plus en plus difficile cette tâche indispensable de suivi, de veille des jihadistes. Laurent Bonnefoy ajoute qu'il est intéressant de constater que la propagande de l'organisation État islamique est devenue progressivement une source d'information relativement sûre quand elle concerne des actions menées. À l'exception notable de l'information selon laquelle l'organisation aurait battu monnaie, toutes les informations qu'ils diffusent se vérifient sur le terrain. Il relève toutefois deux biais : premièrement, la tendance à considérer l'organisation État islamique comme la matrice de l'ensemble des mouvements jihadistes (or, pour lui, les mouvements au Yémen ou au Nigeria sont très différents) et, deuxièmement, la signification de l'expression « combattants étrangers » dans ce cadre. Romain Caillet dit savoir évaluer la crédibilité de ses sources. Il constate par exemple que lorsqu'une action de l'organisation État islamique échoue, ses sources gardent le silence : elles ne contestent pas les défaites mais ne les annoncent pas non plus. Ce qui pose alors la question du délai à respecter avant d'annoncer les défaites.

Nonna Mayer demande ensuite à Romain Caillet comment il en est venu à travailler sur ce sujet et pourquoi il a interrompu la rédaction de sa thèse. Elle cherche également à savoir si la restitution de son travail peut constituer un risque et, enfin, quelle différence il perçoit entre les jihadistes qu'il interroge et les *suicide bombers* dont il a été question lors d'une séance précédente du séminaire², ceux qui portent aussi la violence contre eux-mêmes et pas seulement contre les autres. Samy Cohen souligne la difficulté de mener une enquête de terrain sur un tel sujet et s'interroge sur les résultats obtenus.

Romain Caillet raconte qu'il était en train de rédiger son travail doctoral lorsque le printemps arabe a commencé en Tunisie. Son intérêt pour le jihadisme s'est accru, il a trouvé de nouvelles informations et rédigé des articles sur ce sujet, délaissant sa thèse. Il indique qu'il publiera peut-être un ouvrage de fond sur le jihadisme mais que, pour l'instant, il se consacre à la veille et à la rédaction d'articles. À propos des « kamikazes », il préfère mettre l'accent sur la différence existant entre ceux qui commettent des attentats en Occident, comme le commando du 13 novembre, et les kamikazes qui frappent des milices chiites au Moyen-Orient, comme Pierre Choulet. Les premiers ont développé une très forte haine envers leur société d'origine, tandis que les seconds se sont endurcis dans le cadre d'une sale guerre où les atrocités perpétrées par les milices chiites ont nourri chez certains jihadistes une volonté de les frapper par tous les moyens, même en tant que kamikaze. Pour revenir aux attentats du 13 novembre, ils ont été rendus possibles parce que la haine d'un groupe de jeunes envers leur société a rencontré une organisation terroriste qui avait inscrit à son agenda géopolitique le projet de commettre des attentats en France. C'est cette rencontre qui a donné à ces jeunes l'organisation et les moyens de réaliser leur but : frapper la France. Concernant la restitution aux enquêtés, Romain Caillet insiste sur la nécessité de ne jamais être dans le mépris. Il cite le cas de journalistes ou de chercheurs qui, craignant de propager la propagande des jihadistes, usent de l'ironie ou dévalorisent leurs enquêtés dans leurs articles, ce qui déplaît aux interviewés et donc tarit cette source d'information. Il souligne aussi la

² Séance du 9 novembre 2015, où Riva Kastoryano intervenait sur le thème « Attentats suicides : enquêter sur ces corps dont personne ne veut »

(http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/cr_09112015.pdf).

nécessité de ne jamais donner le nom de ses sources aux journalistes. Pour sa part, il a déjà été menacé par des sympathisants anonymes de groupes jihadistes pro-al-Qaïda mais jamais directement par une organisation terroriste.

Pour Laurent Bonnefoy, la question de la temporalité est centrale : selon lui, Romain Caillet reste dans une logique de primauté, de scoop : sortir une information avant les autres plutôt qu'analyser les données recueillies, ce qui n'est pas la logique de la recherche universitaire.

Romain Caillet explique que sa démarche n'est pas seulement celle d'un chercheur ou d'un journaliste : plusieurs ONG lui demandent de faire de la veille afin de connaître le rapport de force à l'endroit où interviennent leurs équipes. La primauté de l'information est alors essentielle.

Laurence Louër demande à Romain Caillet ce qu'il cherche à obtenir lors des interviews qu'il conduit *via* skype, bref, quelle est sa question de recherche ? Romain Caillet répond qu'il fait de plus en plus d'interviews en face-à-face, avec des sympathisants du jihad en France par exemple. Durant ces interviews (par skype ou non), il cherche avant tout à vérifier des informations factuelles. Il arrive que des jihadistes le contactent d'eux-mêmes pour corriger ou nuancer une information qu'ils ont lue en ligne.

Laurence Louër lui demande s'il est possible de réaliser de longs entretiens biographiques dans ces conditions et avec ces interlocuteurs. Romain Caillet répond que c'est tout à fait possible : Géraldine Casutt réalise ce type d'entretiens. Pour sa part, il dit conduire des entretiens plutôt brefs par skype (ce qui est compatible avec les nombreuses coupures internet que subissent les connections de ses interlocuteurs), mais également des entretiens en face-à-face avec des interlocuteurs en France, au Liban, en Égypte. Nonna Mayer demande comment il est possible de filtrer les interlocuteurs rencontrés sur internet. Romain Caillet explique que cela dépend de ce que l'on cherche : à établir des informations fiables sur les avancées de l'organisation État islamique sur le terrain en Syrie ou à faire la sociologie du milieu jihadiste.

Un responsable de MSF demande quelle valeur donner à l'analyse de *Dabiq*, le journal anglophone de l'État islamique ? Romain Caillet explique que *Dabiq* raconte l'EI tel qu'il se représente lui-même, par conséquent si *Dabiq* met en lumière un émir en le présentant comme le responsable d'une région précise, c'est à lui que l'ONG qui vient pour une négociation devra s'adresser et non à celui dont le nom aura été mentionné dans la presse. Ainsi, l'ONG en question apparaîtra comme respectueuse de l'organigramme officiel, au lieu de passer pour être composée de gens qui s'informent auprès des ennemis de l'organisation (notamment lorsque la presse régionale évoque le nom d'un chef en particulier). D'autre part, il est, selon lui, possible de déduire à partir des vidéos postées par l'organisation État islamique, sur lesquelles des locaux de santé sont visibles, qu'ils peuvent continuer à refuser toute aide humanitaire. L'analyse de cette propagande sert donc à guider une action prudente des ONG dans la région.

Laurence Louër revient sur la question de l'identité religieuse du chercheur. D'après Romain Caillet, contrairement aux salafistes quiétistes qui refusent le dialogue avec ceux qui n'appartiennent pas à leur courant, les jihadistes ont trop besoin de communiquer pour exclure un de leurs contacts au motif que celui-ci ne voudrait pas se convertir à l'islam ou, s'il est musulman, adhérer à leur idéologie, voire rejoindre leur organisation, s'il s'agit d'un musulman pratiquant.

Un photjournaliste demande quels types d'intervenants on trouve dans la sphère de la jihadologie. Romain Caillet répond qu'il y a principalement des chercheurs et des journalistes qui ont tous reçu une formation spécifique. Il dit avoir connaissance d'un seul cas de véritable « charlatan ». Selon lui, l'étiquette de l'intervieweur importe peu, ce qui compte ce sont les données recueillies.

Samy Cohen demande à Romain Caillet quels conseils il donnerait à un étudiant qui souhaiterait débiter un travail de recherche sur ce sujet, notamment concernant la partie empirique, le terrain. Et Laurence Louër s'il encouragerait un étudiant à faire une thèse sur ce sujet. Romain Caillet répond qu'il ne conseillerait à personne d'aller faire du terrain en Syrie, ce serait une responsabilité trop lourde à porter. Selon lui, les journalistes sont mieux vus sur le terrain que les humanitaires car ils sont dans une logique de scoop qui implique une présence courte. D'après lui, les jihadistes ne

comprennent pas la logique de l'humanitaire non musulman, ils craignent l'espionnage dont ils pourraient faire l'objet. Il rappelle que l'accord d'un émir local ne doit jamais être considéré comme suffisant pour se rendre dans les territoires où les membres de l'organisation État islamique sont présents. Il est plus utile de repérer les responsables médias de l'organisation État islamique. Quant aux étudiants, Romain Caillet répond qu'il encourage quiconque souhaite travailler sur ce sujet. Une personne dans le public remarque qu'il serait compliqué pour un étudiant en thèse de réaliser son travail doctoral sans pouvoir aller sur le terrain, que cela pose des questions méthodologiques de travailler uniquement à partir des réseaux sociaux. Romain Caillet convient qu'il n'est pas toujours évident de travailler à partir des réseaux sociaux, entre autres pour des questions d'archivage, de censure. Toutefois, il souligne qu'il y a, selon lui, davantage d'informations à glaner sur ce sujet par le biais des réseaux sociaux que directement sur le terrain. Il remarque qu'une formation en médias et médias sociaux peut constituer un atout non négligeable.